

RCS : DOUAI Code greffe : 5952

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de DOUAI atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2012 B 00531 Numéro SIREN : 753 539 089 Nom ou dénomination : BLS développement

Ce dépôt a été enregistré le 21/05/2021 sous le numéro de dépôt 1879

BLS développement

Société à Responsabilité Limitée au capital de 10 000 euros
Siège Social : Local numéro 4, ZAC de la Carrière Dorée, 59310 ORCHIES
753 539 089 R.C.S DOUAI

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 25 SEPTEMBRE 2020

L'an deux vingt, le 25 septembre, à 19h30

Les associés de la société BLS développement, société à responsabilité limitée au capital de 10 000 euros, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, au siège social, Local numéro 4, ZAC de la Carrière Dorée, 59310 ORCHIES.

Répartition de l'intégralité des parts sociales composant le capital social de la Société :

Monsieur Michaël OGON	5 000 parts sociales
Monsieur Marc STIEVENARD	5 000 parts sociales
Total	10 000 parts détenues

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée par chaque membre de l'Assemblée Générale entrant en séance.

Selon la feuille de présence, certifiée sincère et véritable par le Président de séance, les associés présents possèdent 10 000 parts sociales sur les 10 000 parts sociales composant le capital social. L'Assemblée Générale est donc régulièrement constituée et peut ainsi valablement délibérer.

L'Assemblée Générale est présidée par Monsieur Marc STIEVENARD, cogérant associé de la Société.

Monsieur Michael OGON est également présent en sa qualité de cogérant.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée Générale :

- Les copies des lettres de convocation adressées aux associés dans les conditions prévues par la loi et les statuts ;
- La feuille de présence ;
- Les statuts de la Société ;
- Le projet des résolutions soumises à l'Assemblée Générale ;
- Le rapport de la Gérance ;

Le Président déclare que tous les documents prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux associés et tenus à leur disposition, au Siège Social, pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'Assemblée Générale lui donne acte de ces déclarations et reconnaît la validité de la convocation.

Puis, le Président rappelle que l'Assemblée Générale est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Agrément d'un apport de titres de la société BLS Développement à la société MS HOLDING
- Agrément d'un apport de titres de la société BLS Développement à la société MICOHOLDING
- Agrément de nouveaux associés
- Modification des articles 7 et 8 des statuts
- Pouvoirs en vue des formalités

Le Président donne lecture à l'Assemblée Générale du rapport de la gérance.

Cette lecture terminée, le Président déclare la discussion ouverte. Diverses observations sont échangées.

Puis plus personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION :

L'Assemblée Générale, dans le cadre du projet d'apport des titres de la société BLS Développement, détenues :

- par Monsieur Marc STIEVENARD à hauteur de 5 000 parts sociales

à la société MS HOLDING en cours de formation dont le siège social sera situé 1 rue Lagache 59310 ORCHIES, décide d'agréer ladite opération d'apport.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale, dans le cadre du projet d'apport des titres de la société BLS Développement, détenues :

- par Monsieur Michaël OGON à hauteur de 5 000 parts sociales

à la société MICOHOLDING en cours de formation dont le siège social sera situé 130 rue Periselle, 59310 COUTICHES, décide d'agréer ladite opération d'apport.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale, conformément à l'article 10 des statuts et ce dans le cadre du projet d'apport de titres de la société BLS Développement, détenues :

- par Monsieur Marc STIEVENARD à hauteur de 5 000 parts sociales

à la société MS HOLDING en cours de formation dont le siège social sera situé 1 rue Lagache 59310 ORCHIES, décide d'agréer cette dernière en qualité de nouvelle associée de la société, sous réserve de la réalisation effective de l'opération.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale, conformément à l'article 10 des statuts et ce dans le cadre du projet d'apport de titres de la société BLS Développement, détenues:

- par Monsieur Michaël OGON à hauteur de 5 000 parts sociales

à la société MICOHONHOLDING en cours de formation dont le siège social sera situé 130 rue Periselle, décide d'agréer cette dernière en qualité de nouvelle associée de la société, sous réserve de la réalisation effective de l'opération.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION :

En conséquence des résolutions qui précèdent, l'Assemblée Générale décide de modifier les articles 7 et 8 des statuts, dont la rédaction est désormais la suivante :

« Article 7 – CAPITAL SOCIAL

Suite à l'assemblée générale mixte en date du 23/06/2016, le capital social a été réduit à la somme de 5 100 € suite au remboursement des parts sociales appartenant à la société M2 DEVELOPPEMENT ainsi qu'à Monsieur Antoine LADRIER.

Lors de la même assemblée, il a été décidé d'augmenter le capital social d'une somme de 4 900 € pour le porter à 10 000 € par compensation avec des créances liquides et exigibles détenues par les associés.

Suite à l'assemblée générale en date du 13/04/2017, le capital social a été réduit à la somme de 8 100 € suite au remboursement des parts sociales appartenant à Monsieur Rachid BENTALEB.

Lors de la même assemblée, il a été décidé d'augmenter le capital social d'une somme de 1 900 € pour le porter à 10 000 € par compensation avec des créances liquides et exigibles détenues par les associés.

Par acte sous seing privé en date du 13/04/2017, Monsieur Michael OGON a cédé à Monsieur Marc STIEVENARD mille six cent cinquante (1 650) parts sociales.

Par assemblée générale extraordinaire en date du 25/09/2020, il a été décidé d'agréer l'apport des 5000 parts détenues par Monsieur Marc STIEVENARD dans la société BLS DEVELOPPEMENT à la société MS HOLDING et l'apport des 5000 parts détenues par Monsieur Michael OGON dans la société BLS DEVELOPPEMENT à la société MICOHONHOLDING.

Suite à ces opérations, la capital social est fixé à la somme de 10 000 € divisé en 10 000 parts sociales de UN (1) euro, entièrement souscrites et libérées. Ces parts sociales sont réparties de la manière suivante :

-A la société MS HOLDING , à concurrence de 5 000 parts numérotées de 1 à 5 000

-A la société MICOGONHOLDING à concurrence de 5 000 parts numérotées de 5 001 à 10 000.

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 10 000 parts ».

Article 8 – APPORTS

I-Absence d'apports en numéraire excepté ceux apportés lors de la constitution.

II-Absence d'apports en nature lors de la constitution

Par assemblée générale extraordinaire en date du 25/09/2020, Monsieur Marc STIEVENARD a apporté les 5 000 parts qu'il détient dans la société à la société MS HOLDING et Monsieur Michael OGON a apporté les 5000 parts qu'il détient dans la société à la société MICOGONHOLDING ».

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs à la Gérance ou au porteur d'un original, ou d'une copie, des présentes à l'effet d'effectuer toutes les formalités légales de dépôt et de publicité.

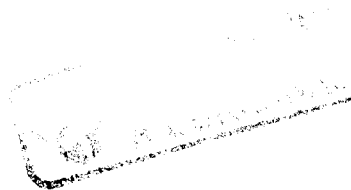
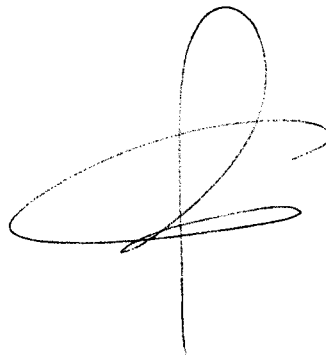
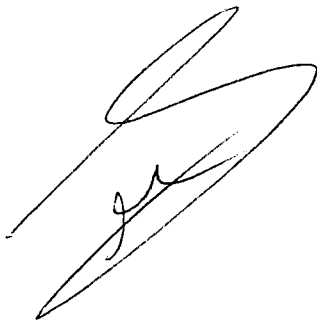
Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé, après lecture, par les gérants et associés présents.

Marc STIEVENARD

Michael OGON



BLS développement

Société à Responsabilité Limitée au capital de 10 000 euros
Siège Social : Local numéro 4, ZAC de la Carrière Dorée, 59310 ORCHIES
753 539 089 R.C.S DOUAI

STATUTS MIS A JOUR LE DU 25 SEPTEMBRE 2020
SUITE A APPORTS DE TITRES



STIEVENARD MARC

A stylized handwritten signature in black ink, consisting of a large loop at the top and a sweeping underline.

OGON MICHAEL

A stylized handwritten signature in black ink, featuring a large loop at the top and a horizontal stroke at the bottom.

ETAT – CAPACITE

Chaque associé confirme l'exactitude des indications le concernant respectivement, telles qu'elles figurent ci-dessus.

Il déclare en outre n'avoir fait l'objet d'aucune condamnation ou mesure entraînant l'interdiction de contrôler, diriger ou administrer une société.

Lesquels ont établi ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée présentant les caractéristiques suivantes :

PREMIERE PARTIE – STATUTS

ARTICLE 1 – FORME

La société a la forme d'une société à responsabilité limitée régie par les articles L.223-1 et suivants du Code de commerce.

ARTICLE 2 - DENOMINATION

La dénomination de la société est : « **SARL BLS développement** ».

La dénomination sociale doit figurer sur tous documents émanant de la société et destinés aux tiers, précédée ou suivie des mots « société à responsabilité limitée » ou des initiales « S.A.R.L. », puis de l'indication du capital social, du siège social, de son numéro d'immatriculation et de l'indication du siège du tribunal du greffe où elle est immatriculée à titre principal.

ARTICLE 3 – SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à ORCHIES (59310), local n°4 ZAC de la CARRIERE DOREE.

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département par simple décision de la gérance, et en tout autre lieu sur décision collective des associés de nature extraordinaire.

La société sera immatriculée au Registre du Commerce des Sociétés de : DOUAI.

ARTICLE 4 – OBJET SOCIAL

La société a pour objet :

La création et l'acquisition par tous moyens de centre de remise en forme, fitness, salle de musculation bien être, soins de la personne, et toutes les activités y attachées,

La création et l'acquisition par tous moyens d'une activité de restauration sur place et à emporter, accessoire aux activités ci-dessus,

L'achat et la vente de tous produits diététiques à destination principalement des sportifs, de tous produits de bien être et de soins de la personne accessoires à l'activité de centre de remise en forme et de bien être,

L'achat et la vente de vêtements et accessoires à caractère sportif et/ou dans le prolongement de l'activité de centre de remise en forme et de bien-être,

Plus généralement, toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières, se rattachant directement ou indirectement à cet objet et de nature à en favoriser la réalisation.

ARTICLE 5 – DUREE

La durée de la société est de quatre-vingt-dix-neuf (99) ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 6 – EXERCICE SOCIAL

L'exercice social s'étend du 1er janvier au 31 décembre.

Le premier exercice social prendra fin le 31 décembre 2013.

Article 7 – CAPITAL SOCIAL

Suite à l'assemblée générale mixte en date du 23/06/2016, le capital social a été réduit à la somme de 5 100 € suite au remboursement des parts sociales appartenant à la société M2 DEVELOPPEMENT ainsi qu'à Monsieur Antoine LADRIER.

Lors de la même assemblée, il a été décidé d'augmenter le capital social d'une somme de 4 900 € pour le porter à 10 000 € par compensation avec des créances liquides et exigibles détenues par les associés.

Suite à l'assemblée générale en date du 13/04/2017, le capital social a été réduit à la somme de 8 100 € suite au remboursement des parts sociales appartenant à Monsieur Rachid BENTALEB.

Lors de la même assemblée, il a été décidé d'augmenter le capital social d'une somme de 1 900 € pour le porter à 10 000 € par compensation avec des créances liquides et exigibles détenues par les associés.

Par acte sous seing privé en date du 13/04/2017, Monsieur Michael OGON a cédé à Monsieur Marc STIEVENARD mille six cent cinquante (1 650) parts sociales.

Par assemblée générale extraordinaire en date du 25/09/2020, il a été décidé d'agréer l'apport des 5000 parts détenues par Monsieur Marc STIEVENARD dans la société BLS DEVELOPPEMENT à la société MS HOLDING et l'apport des 5000 parts détenues par Monsieur Michael OGON dans la société BLS DEVELOPPEMENT à la société MICOOGONHOLDING.

Suite à ces opérations, le capital social est fixé à la somme de 10 000 € divisé en 10 000 parts sociales de UN (1) euro, entièrement souscrites et libérées. Ces parts sociales sont réparties de la manière suivante :

-A la société MS HOLDING , à concurrence de 5 000 parts numérotées de 1 à 5 000

-A la société MICOOGONHOLDING à concurrence de 5 000 parts numérotées de 5 001 à 10 000.

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 10 000 parts .

Article 8 – APPORTS

I-Absence d'apports en numéraire excepté ceux apportés lors de la constitution.

II-Absence d'apports en nature lors de la constitution

Par assemblée générale extraordinaire en date du 25/09/2020, Monsieur Marc STIEVENARD a apporté les 5 000 parts qu'il détient dans la société à la société MS HOLDING et Monsieur Michael OGON a apporté les 5000 parts qu'il détient dans la société à la société MICOOGONHOLDING.

ARTICLE 9 – PARTS SOCIALES

Titre – La propriété des parts sociales résulte seulement des statuts, des actes qui les modifient, des cessions et mutations ultérieures, qui seraient régulièrement consenties, constatée et publiées.

Tout associé peut, après toute modification statutaire, demander la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande. Ce document est annexé la liste mise à jour des associés, des gérants et, le cas échéant, des autres organes sociaux.

Les parts sociales ne sont pas négociables.

Droits attachés aux parts – Chaque part donne droit dans la répartition des bénéfices ou des pertes, du boni ou du mali de liquidation, à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes.

Elle donne également droit de participer aux assemblées générales des associés et d'y voter.

Usufruit – Si une part sociales est grevée d'usufruit, le droit de vote appartient à l'usufruitier pour les décisions prises lors des assemblées générales ordinaires comme extraordinaires, à l'exception des décisions suivantes où il est réservé au nu-propiétaire :

- dissolution anticipée ou réduction de la durée de la société,
- fusion de la société,
- changement de nationalité de la société,
- augmentation des engagements d'un associé,
- transformation de la société en société en nom collectif, société en commandite simple ou par actions, société civile,
- répartition du boni de liquidation.

Par dérogation aux dispositions qui précèdent, le droit de vote attaché aux parts démembrées devra être exercé conjointement par l'usufruitier et le nu-propiétaire pour la modification des stipulations relatives à la répartition des droits entre usufruitier et nu-propiétaire.

A cet égard, si l'usufruitier et le nu-propiétaire n'expriment pas un vote identique, ils seront considérés comme s'étant abstenus.

En l'absence de volonté contraire du nu-propiétaire régulièrement signifiée à la société et à l'usufruitier par lettre recommandée avec accusé de réception ou par acte d'huissier de justice, l'usufruitier de parts sociales démembrées sera présumé disposer d'un mandat tacite du nu-propiétaire pour, en l'absence de celui-ci, participer aux assemblées générales et voter en ses lieu et place les résolutions proposées par la gérance et ressortant ordinairement, en application des

présents statuts, du droit de vote du nu-propriétaire.

En tout état de cause, le nu-propriétaire aura le droit de participer à toute assemblée générale.

Indivisibilité des parts – Chaque part sociale est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis d'une ou plusieurs parts sociales sont représentés auprès de la société dans les diverses manifestations de la vie sociales par un mandataire unique choisi parmi les indivisaires ou les associés. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice, à la demande du plus diligent des indivisaires.

Location de parts sociales – Les parts sociales peuvent être données en location à une personne physique sous les conditions et limites prévues aux articles L.239-1 à L.239-5 du Code de commerce.

Le contrat de location constaté par un acte sous seing privé soumis à la formalité de l'enregistrement ou par acte authentique. Pour être opposable à la société, il doit lui être signifié par acte extrajudiciaire ou être accepté par son représentant légal dans un acte authentique.

Le locataire de parts sociales doit être agréé dans les mêmes conditions que celles prévues pour les cessions de parts sociales.

La délivrance des parts louées est réalisée à la date de la mention de la location et du nom du locataire à côté du nom du bailleur dans les statuts de la société. A compter de cette date, la société doit adresser au locataire les informations dues aux associés et prévoir sa participation et son vote aux assemblées.

Le gérant peut inscrire ces mentions dans les statuts sous réserve de la ratification de cette décision par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Le droit de vote appartient au bailleur dans les assemblées statuant sur les modifications statutaires ou le changement de nationalité de la société et au locataire dans les autres assemblées. Pour l'exercice des autres droits attachés aux parts louées, notamment le droit aux dividendes, le bailleur est considéré comme le nu-propriétaire et le locataire comme l'usufruitier.

Les parts louées doivent être évaluées, sur la base de critères tirés des comptes sociaux, en début et fin de contrat de bail ou de résiliation, la partie la plus diligente fait procéder à la radiation de la mention portée dans les statuts de la société par décision des associés ou par le gérant dans les mêmes conditions qu'à la délivrance des parts louées.

Les parts louées ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une sous-location ou d'un prêt.

ARTICLE 10 - MUTATION ENTRE VIFS

Opposabilité – Les mutations entre vifs sont constatées par acte authentique ou sous seing privé. Elles deviennent opposables à la société, soit après leur acceptation par un gérant dans un acte authentique, soit par une signification faite par la société par acte d'huissier de justice ; toutefois la signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt. Elles ne sont opposables aux tiers qu'après l'accomplissement des formalités qui précèdent puis le dépôt de deux originaux enregistrés ou de deux copies authentiques de l'acte qui les constate au greffe du tribunal, en annexe au R.C.S.

Domaine de l'agrément – Toutes opérations, notamment toutes cessions échanges, apports en société, attributions en suite de liquidation d'une communauté de biens vivant des époux ou ex-époux, donations, ayant pour but ou pour conséquence le transfert d'un droit quelconque de propriété sur une ou plusieurs parts sociales entre toutes personnes physiques ou morales à l'exception de celles qui seraient visées à l'alinéa qui suit, sont soumises à l'agrément de la société.

Cessions libres – Toutefois interviennent librement les opérations entre associés.

Organe compétent – L'agrément est de la compétence de la collectivité des associés se

prononçant à la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts (¾) des parts sociales, tant de capital que d'industrie, le vote de l'associé cédant étant pris en compte.

Procédure d'agrément – A l'effet d'obtenir le consentement à la cession, le cédant doit notifier son projet de cession à la société et à chacun de ses co-associés avec indication du cessionnaire proposé, ainsi que du nombre des parts dont la cession est projetée.

Dans les huit jours qui suivent la notification faite à la société, la gérance provoque une décision des associés sur l'agrément de la cession. Cette décision – qui n'est pas motivée – s'applique obligatoirement à la totalité des parts objet de la cession projetée ; elle est immédiatement notifiée au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la gérance n'a pas fait connaître au cédant la décision de la société dans les trois mois de la dernière des notifications prévues ci-dessus, le consentement à la cession est réputé acquis.

Procédure de non-agrément – Si la société n'a pas agréé le projet de cession le cédant peut renoncer à la cession ; à défaut, les associés disposent d'un délai de trois mois à compter de la consultation pour se porter acquéreur et si plusieurs d'entre eux manifestent cette volonté, ils sont réputés acquéreurs, sauf accord entre eux, à proportion du nombre de parts qu'ils détenaient antérieurement ; les rompus état répartis par la gérance.

Si aucun des associés ne se porte acquéreur, ceux-ci sont alors tenus, dans le délai de trois mois à compter de la consultation, de faire acquérir la totalité des parts ayant fait l'objet du refus d'agrément à un prix payable comptant, fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil. A la demande de la gérance, ce délai peut être prolongé une seule fois par décision de justice, sans que cette prolongation puisse excéder six mois.

Les associés peuvent également, avec le consentement du cédant, décider, dans le même délai, de racheter les dites parts par voie de réduction de capital, moyennant un prix payé comptant et déterminé dans les conditions prévues à ci-dessus.

Dans cette hypothèse, la réduction est égale au montant nominal des parts rachetées et si elle a pour effet de ramener le capital à un montant inférieur au minimum légal, il est fait application des dispositions de l'article L.223-2 du Code du commerce.

Toutefois, si le cédant détient ses parts depuis moins de deux ans, il ne pourra, en cas de refus d'agrément, céder ses parts, à moins qu'elles n'aient été recueillies en suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation par son conjoint ou par ascendant ou descendant.

La société, par décision collective extraordinaire des associés, peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider, dans le même délai, si elle préfère cette solution, racheter lesdites parts, par voie de réduction de capital, au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus.

ARTICLE 11 -DECES - DISPARITION D'UNE PERSONNE MORALE ASOCIEE

Les héritiers, légataires, dévolutaires, doivent justifier de leurs qualités et demander leur agrément, s'il y a lieu, selon ce qui est dit à l'article 10, sauf si l'ensemble des associés sont décédés et partant, dans l'impossibilité de statuer.

En revanche, si un ou plusieurs associés est/sont encore en vie, ni la personne ni les parts de l'associé défunt ne seront prises en compte pour le calcul de la majorité statuant sur cet agrément.

ARTICLE 12 – RECOURS A L'EXPERTISE

En cas de recours à l'expertise et à défaut d'accord entre les parties, les frais et honoraires sont respectivement supportés par moitié par les anciens et les nouveaux titulaires des parts sociales, mais solidairement entre eux à l'égard de l'expert. La répartition entre chacun d'eux a lieu

au prorata du nom de parts anciennement ou nouvellement détenues.

En cas de retrait, le retrayant supporte seul la charge de l'expertise éventuelle.

ARTICLE 13 - GERANCE

1/ Originellement

La gérance de la société sera exercée sans limitation de durée par :

A- Monsieur Marc Xiang René STIEVENARD, demeurant à ORCHIES (59310), 8 rue Georges Herbaut.

Né à HONG KONG, le 18 janvier 1990.

Qui déclare accepter les fonctions qui viennent de lui être conférées.

B- Monsieur Michaël Casimir OGON, demeurant à

Frangois Herbo, Appartement 8

(59310), 4 rue

Né à DECHY (59187), le 13 août 1984.

Qui déclare accepter les fonctions qui viennent de lui être conférées.

Pouvoirs à l'égard des tiers - Dans les rapports avec les tiers, le gérant ou chacun des gérants est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

La société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Pouvoirs - Rapports avec les associés - Les actes ou opérations impliquant un engagement, direct ou indirect, supérieur à une limite fixée chaque année par décision collective ordinaire des associés, devront être préalablement autorisés.

Pour le premier exercice ou à défaut d'une telle décision, cette limite est fixée à la somme de VINGT MILLE EUROS (20.000,00 €).

En tout état de cause, les opérations ci-après limitativement énumérées exigent l'accord préalable des associés :

- l'acquisition ou l'aliénation, par tous moyens et toute forme de biens et droits immobiliers, fond de commerce ou clientèle ;
- la constitution d'hypothèque ou de sûretés réelles ;
- la caution d'un tiers ;
- la délégation de loyers
- la conclusion d'emprunt.

Les autorisations ou accords devront être pris en la forme d'une décision ordinaire ou extraordinaire selon qu'ils portent ou non directement ou indirectement atteinte à l'objet social.

Délégation des pouvoirs – Dans la mesure de ses pouvoirs définis ci-dessus, un gérant peut donner toutes délégations de pouvoirs à tous tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

Hypothèque et sûretés réelles – Les hypothèques et autres sûretés réelles sur les biens de la société, sont consenties en vertu de pouvoirs pouvant résulter des présents statuts, de délibérations ou délégations établies sous signatures privées, alors même que la constitution de l'hypothèque ou de la sûreté doit l'être par acte authentique.

Rémunération – Chacun des gérants a droit en rémunération de ses fonctions, à un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel, dont les modalités de fixation et de règlement sont déterminées par décision collective ordinaire des associés.

En outre, chacun des gérants a droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

Cette rémunération et ces frais sont comptabilisés en frais généraux de la société.

Assiduité – Concurrence – Sauf à obtenir une dispense de la collectivité des associés, le gérant ou chacun des gérants s'ils sont plusieurs, est tenu de consacrer tout son temps et tous ses soins aux affaires sociales.

Pendant l'accomplissement de son mandat, tout gérant s'interdit de faire directement ou indirectement concurrence à la société puis en outre pendant trois années après cessation de ses fonctions, dans le département dont dépend le siège social et les départements limitrophes.

Obligations – Le ou les gérants sont soumis aux obligations fixées par la loi et les règlements et notamment à l'établissement des comptes annuels et du rapport de gestion ainsi que – si les critères sont remplis – des documents comptables et financiers et des rapports visés aux articles L.232-2 et L.232-4 du Code de commerce.

La gérance est tenue en outre, de satisfaire aux diverses prérogatives du comité d'entreprise ou, à son défaut, des délégués du personnel, définies notamment par l'article L.234-3 du Code de commerce.

Elle doit encore effectuer la formalité de dépôt des documents visés à l'article L.232-22 du même code et, le cas échéant, les formalités de publicité visées à l'article R.232-14 du Code de commerce.

Révocation – Tout gérant est révocable par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Le gérant révoqué sans juste motif peut obtenir des dommages-intérêts.

Il est également révocable par décision de justice pour cause légitime.

ARTICLE 14 – DECISIONS COLLECTIVES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE

Assemblée - Consultation écrite - Consentement unanime des associés dans un acte - Décision de l'associé unique - Les décisions collectives des associés sont prises en assemblée ou par voie de consultation écrite, au choix de la gérance.

Les décisions collectives pourront également résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour les décisions relatives à l'approbation des comptes annuels et pour toutes autres décisions, si la convocation en est demandée par un ou plusieurs associés dans les cas prévus par la loi.

Au cas où le nombre des associés serait réduit à un, l'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés sous la forme de décisions unilatérales.

Droit de convocation - Les assemblées sont convoquées par la gérance. En cas de pluralité de gérants, le droit de convocation appartient à chacun d'eux sans que les autres gérants puissent faire opposition.

A défaut, les assemblées sont convoquées par le commissaire aux comptes s'il en existe un.

Toutefois, un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales, peuvent demander la réunion d'une assemblée.

En outre, tout associé - par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant en référé - peut obtenir la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée.

Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois l'action en justice n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés.

Mode de convocation - Les convocations sont adressées aux associés quinze jours au moins avant la réunion, par lettre recommandée ou remise en mains propres. Celles-ci indiquent l'ordre du jour.

Sous réserve des questions diverses, qui ne doivent présenter qu'une minime importance, les questions inscrites à l'ordre du jour sont libellées de telle sorte que leur contenu et leur portée apparaissent clairement sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres documents.

Droit de communication - Délai - Quinze jours au moins avant la date de la réunion de l'assemblée, les documents suivants doivent être adressés à chaque associé :

- Le texte des résolutions proposées.
- Le rapport de la gérance.
- Le cas échéant, celui des commissaires aux comptes.

Pendant ce délai, les mêmes documents sont tenus au siège social, à la disposition des associés, qui peuvent en prendre connaissance ou copie.

En cas de consultation écrite, ces mêmes documents sont adressés à chaque associé qui dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception pour émettre son vote par écrit.

En outre, lorsqu'il s'agit de l'assemblée annuelle, doivent être adressés à chaque associé :

- Les comptes annuels.
- Le cas échéant, les comptes consolidés et le rapport sur la gestion du groupe.

Représentation - Un associé peut se faire représenter par son conjoint ou par un autre associé à moins que la société ne comprenne que deux époux ou deux associés.

Lorsque les parts sont frappées de saisie-arrêt ou sont données en nantissement, le débiteur reste associé.

Les représentants légaux d'associés juridiquement incapables peuvent participer au vote, même s'ils ne sont pas eux-mêmes associés.

Les sociétés et autres personnes morales associées sont représentées soit par leur représentant légal, soit par toute personne physique qu'elles se seront substituées.

Procès-verbaux - Les procès-verbaux des assemblées doivent être établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles cotées et paraphées comportant les mentions suivantes :

- Les date et lieu de réunion.
- Les nom, prénom et qualité du président.
- Les noms et prénoms des associés présents ou représentés avec indication du nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux.
- Les documents et rapports soumis à l'assemblée.
- Un résumé des débats.
- Le texte des résolutions mises aux voix.
- Le résultat du vote.

En cas de consultation écrite, il en est fait mention dans le procès-verbal, auquel est annexée la réponse de chaque associé.

Les procès-verbaux sont établis et signés par les gérants et le cas échéant par le président de séance. Les copies ou extraits sont valablement certifiés par un seul gérant ou éventuellement, en

cas de liquidation, par un seul liquidateur.

ARTICLE 15 - DECISIONS EXTRAORDINAIRES

Compétence - Les décisions extraordinaires sont celles qui emportent ou entraînent, directement ou indirectement, modification des statuts, notamment la modification de la forme et la prorogation de la durée ainsi que l'agrément des cessions ou transmissions de parts sociales dans les conditions visées aux présents statuts ou la dissolution anticipée.

Quorum - Majorité - Les décisions collectives extraordinaires ne sont valablement prises qu'autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant au moins :

- sur première convocation, la totalité des parts sociales ;
- sur seconde convocation, la moitié de celles-ci.

A défaut de ce quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Dans l'un ou l'autre de ces deux cas, les modifications sont décidées à la majorité des trois quarts (3/4) des parts détenues par les associés présents ou représentés.

ARTICLE 16 - DECISIONS ORDINAIRES

Compétence - Les décisions ordinaires sont toutes celles qui n'entrent pas dans la définition donnée ci-dessus des décisions extraordinaires. Ce sont notamment celles portant sur l'approbation des comptes annuels, la nomination et la révocation des gérants, sur l'approbation de tous actes de la gérance qui n'entrent pas dans la définition de ses pouvoirs internes.

Quorum - Majorité - Sous réserve d'autres conditions impératives définies dans les présents statuts ou par la loi, les décisions ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Visioconférence - Moyens techniques de télécommunication - En application de l'alinéa 3 de l'article L223-27 du Code de commerce, sous réserve des articles L232-1 et L233-16 du même Code, la participation des associés aux décisions d'assemblée par visioconférence ou par un moyen de télécommunication permettant leur identification est spécialement autorisée par les présents statuts.

A cet égard, les moyens utilisés devront permettre l'identification des associés et garantir leur participation effective dans les conditions et selon les modalités définies aux articles R223-20-1 et R223-24 du Code de commerce.

Par ailleurs, toujours en application de l'alinéa 3 de l'article L223-27 du même Code de, les associés qui participent à l'assemblée dans ces conditions sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité.

ARTICLE 17 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Nomination - Dès constatation de la réunion de deux au moins des trois critères définis aux articles R.221-5 et R.223-27 du Code de commerce, l'associé unique ou l'assemblée des associés, selon le cas, doit désigner au moins un commissaire aux comptes titulaire et un commissaire aux comptes suppléant, pour six exercices.

La société n'est plus tenue de désigner un commissaire aux comptes, dès qu'elle n'a pas dépassée les chiffres fixés par deux des trois critères pendant les deux exercices précédant l'expiration du mandat du commissaire aux comptes en exercice.

Même lorsque les critères visés plus haut ne sont pas réunis, la société peut désigner un ou plusieurs commissaires, titulaire et suppléant, pour six exercices.

Même lorsqu'elle n'est pas obligatoire, la nomination d'un commissaire aux comptes peut être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social.

Les décisions prises à défaut de désignation régulière de commissaire aux comptes ou sur le rapport de commissaires nommés ou demeurés en fonction, contrairement aux dispositions légales, sont nulles.

L'action en nullité est éteinte si ces délibérations sont expressément confirmées par une décision prise sur le rapport de commissaires régulièrement désignés.

Mission – Les commissaires aux comptes exercent la mission et jouissent des prérogatives définies, pour les commissaires aux comptes des associés par actions, par l'article L. 223-39 du Code de commerce.

Pour faciliter la mission des commissaires et assurer l'information suffisante du ou des associés, les comptes annuels, le rapport de gestion, le cas échéant, les comptes consolidés et le rapport sur la gestion du groupe, sont tenus au siège social, à la disposition des commissaires, un mois avant la convocation de l'assemblée.

Au cas où le nombre d'associés serait réduit à un, le commissaire aux comptes est informé de l'intervention prochaine de toute décision de celui-ci, quinze jours au moins avant la date prévue pour la prise de décision.

Révocation – En cas de faute ou d'empêchement, les commissaires aux comptes peuvent être relevés de leur fonctions avant l'expiration normale de celles-ci par décision de justice à la demande notamment des gérants, de l'associé unique ou de l'assemblée des associés.

ARTICLE 18 – CONVENTIONS

Conventions interdites – A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales, de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte-courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux représentants légaux des personnes morales associées ainsi qu'aux conjoints, ascendants et descendants des gérants et associés, ainsi qu'à toute personne interposée.

Conventions soumises à autorisation préalable – S'il n'existe pas de commissaire aux comptes, les conventions conclues par un gérant non associé, sont soumises à l'approbation préalable de l'assemblée des associés ou de l'associé unique.

Conventions soumises à ratification des associés – Le gérant ou s'il en existe un, le commissaire aux comptes, présente à l'assemblée ou à l'associé unique suivant le cas, ou joint aux documents communiqués aux associés, un rapport spécial sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et l'un de ses gérants ou associés.

La collectivité des associés statue sur ce rapport. Le gérant ou l'associé intéressé ne peut prendre part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets à charges pour le gérant et s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon le cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la société.

Les dispositions du présent article s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, un gérant, un administrateur, un directeur général, un membre du conseil ou un membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Le gérant avise le commissaire aux comptes des conventions concluant ou dont l'exécution s'est poursuivie au-delà de l'exercice de leur conclusion, dans les délais prévus à l'article R.223-16 du Code de commerce.

Le rapport spécial du gérant ou du commissaire contient les indications prévues à l'article R.223-17 du Code précité.

Conventions libres – Les dispositions des paragraphes qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

ARTICLE 19 – COMPTES SOCIAUX

Etablissement des comptes sociaux – La société procède à l'enregistrement comptable des opérations sociales en conformité des prescriptions des articles L.232-1 et suivants du Code de commerce, des articles L.123-12 et suivants du Code de commerce et des décrets pris pour l'application de ces dispositions.

A la clôture de chaque exercice, les gérants dressent l'inventaire et les comptes annuels puis établissent le rapport de gestion.

Le cas échéant, les gérants établissent et publient les comptes consolidés ainsi que le rapport sur la gestion du groupe.

Approbation des comptes sociaux – Dans le délai de six mois après la clôture de l'exercice, l'associé unique ou l'assemblée des associés approuve les comptes annuels, le cas échéant, après rapport des commissaires aux comptes ; s'il y a lieu, les comptes consolidés et le rapport sur la gestion du groupe sont présentés à cet associé ou à cette assemblée.

Toutes mesures d'information sont prises en conformité de la loi et du règlement.

Publicité des comptes sociaux – Dans le mois de leur approbation par l'associé unique ou par l'assemblée des associés, la société est tenue de déposer en double exemplaire, au greffe du tribunal, pour être annexés au R.C.S, les documents énoncés à l'article L.232-22 du Code de commerce.

En cas de refus d'approbation, une copie de la décision de refus est déposée dans le même délai.

ARTICLE 20 – RESULTATS

Détermination – Sur le bénéfice de l'exercice, diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire, lorsque le dit fonds atteint une somme égale au dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque ; la réserve légale est descendue en-dessous de cette fraction.

Le solde diminué s'il y a lieu des sommes à porter à d'autres fonds de réserve en vertu de la loi, puis augmenté le cas échéant des reports bénéficiaires, constitue le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'associé unique ou l'assemblée peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves à sa disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Affectations – Après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables, l'associé unique ou l'assemblée affecte la part non distribuée du bénéfice distribuable de l'exercice dans les proportions qu'il ou elle détermine, soit à un ou plusieurs fonds de réserves, généraux ou spéciaux, qui restent à sa disposition, soit au compte « report à nouveau ».

Les pertes, s'il en existe, sont portées au compte « report à nouveau » ou compensées

directement avec les réserves existantes.

Mise en paiement des dividendes – Les modalités de mise en paiement des dividendes, s'il en existe, sont fixées par l'associé unique ou l'assemblée des associés ou, à défaut, par les gérants. Toutefois, cette mise en paiement doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prorogation de ce délai par ordonnance du président du tribunal de commerce, statuant sur requête à la demande des gérants.

ARTICLE 21 – DISSOLUTION

La dissolution de la société intervient de plein droit au terme fixé pour sa durée, comme encore au terme du délai de deux ans au cours duquel le nombre des associés serait supérieur à cent, si – dans ce délai – une régularisation n'est pas intervenue dans les conditions précisées à l'article L.223-3 du Code de commerce.

Par décision de nature extraordinaire, la collectivité des associés, ou l'associé unique, peut décider à tout moment la dissolution anticipée ; ce sujet doit être évoqué lorsque les capitaux propres deviennent inférieurs à la moitié du capital social, du fait des pertes.

Tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société dans les circonstances suivantes :

Les capitaux propres étant inférieurs à la moitié du capital social, soit le gérant ou le commissaire aux comptes s'il existe, n'a pas provoqué la décision collective des associés ou de l'associé unique, visée au second alinéa du présent article dans les quatre mois de la constatation des pertes, soit les associés ou l'associé unique, n'ont pu valablement délibérer sur le même sujet, soit à défaut d'assainissement du bilan dans le délai et dans les conditions visées aux deuxièmes alinéas de l'article L.223-42 du Code de commerce.

La société n'est dissoute par aucun événement susceptible d'affecter l'un de ses associés ou par la révocation d'un gérant, qu'il soit associé ou non.

ARTICLE 22 – LIQUIDATION

Désignation des liquidateurs – A l'expiration de la durée sociale ou en cas de dissolution anticipée pour quelque cause que ce soit, la liquidation est assurée par le ou les gérants alors en fonction. En cas de décès, de refus de mandat, de démission ou d'empêchement, un ou plusieurs liquidateurs sont désignés par l'associé unique ou par l'assemblée des associés statuant aux conditions visées à l'article L.223-29 du Code de commerce ou, à défaut, par le président du tribunal de commerce compétent du siège social, à la requête du plus diligent des intéressés.

En cas de dissolution de la société, si l'associé unique est une personne morale, il y a transmission universelle du patrimoine social à ce dernier dans les conditions fixées par l'article 1844-5 du Code civil.

Opérations de liquidation – La liquidation s'effectue conformément aux dispositions non contraires aux présents statuts, des articles L.237-1 et suivants du Code de commerce.

Tous pouvoirs sont conférés aux liquidateurs pour opérer, en espèces, le remboursement des apports et la répartition entre associés du boni de liquidation conformément aux dispositions de la loi.

ARTICLE 23 – ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation, soit entre les associés au sujet des affaires sociales, soit entre les associés et la société, sont soumises aux tribunaux compétents du lieu du siège social.

ARTICLE 24 – FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes, de leurs suites et conséquences, seront supportés par la société, portés en frais généraux dès le premier exercice social et en tous cas, avant toute distribution de bénéfices.

En attendant l'immatriculation de la société, ils seront avancés par les associés ou l'un d'entre eux, ou le cas échéant, par l'associé unique.

DEUXIEME PARTIE – FORMALITES – FISCALITE

FISCALITE

Régime fiscal – Conformément aux dispositions de l'article 206-1 du Code général des impôts, la présente société sera soumise à l'impôt sur les sociétés.

Enregistrement – Conformément aux dispositions de l'article 635-1, 1er et 5ème, du Code général des impôts, le présent acte sera soumis à la formalité de l'enregistrement dans le mois de sa date.

POUVOIRS POUR ENGAGER LA SOCIETE

Les associés confère à Monsieur Marc STIEVENARD et à Monsieur Dorian LECONTE, avec faculté pour eux d'agir ensemble ou séparément, le mandat de prendre les engagements suivants pour le compte de la société avant son immatriculation au registre du commerce et des sociétés :

Pouvoirs divers – Faire toutes déclarations d'existence et toutes formalités.
Faire ouvrir tous comptes courants et dépôts bancaires ou postaux au nom de la société en formation et de les faire fonctionner sur la seule signature d'un mandataire.

Reprise des engagements – L'immatriculation de la société vaudra reprise des engagements ci-dessus par celle-ci conformément à l'article 6 du décret numéro 78-704 du 03 juillet 1978.

Etant précisé que pour le cas où la société ne serait pas constituée, les associés, conformément aux dispositions de l'article 1843 du Code civil, seront tenus solidairement des obligations nées des actes ainsi accomplis.

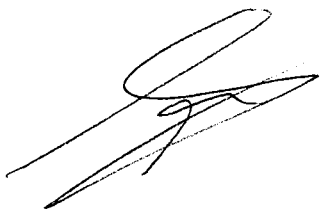
PROTECTION DES INFORMATIONS A CARACTERE NOMINATIF

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978, l'agence dispose d'un traitement informatique pour l'accomplissement des activités de gestion. A cette fin l'agence est amenée à enregistrer des données concernant les parties et à les transmettre à certaines administrations.

Les parties peuvent exercer leur droits d'accès et de rectification aux données les concernant auprès de l'agence.

Statuts mis à jour suite à AGE du 25/09/2020

STIEVENARD MARC



OGON MICHAEL

